

Le Nigéria, une nécropole (partie 2 de 2)

Pas de place pour se lamenter : trouver un moyen de sortir de la nécro-politique nigériane

Par Stan Chu Ilo, prêtre catholique et théologien nigérian, décembre 2020

Dans la première partie de cet article, j'ai soutenu que le Nigéria n'est pas simplement au bord d'un génocide, mais que le Nigéria est structurellement existentiellement génocidaire parce qu'il est une nécropole – une nation qui entretient la mort par la nécro-politique. Dans leur tentative de contrôler les ressources du pays, les élites nigérianes maintiennent la division du peuple et dispensent la mort en abusant des institutions et des systèmes de gouvernance. Ces abus ont rendu le Nigéria moins démocratique et plus divisé, alors qu'une majorité de Nigérians, en particulier dans cette pandémie, s'accrochent à la vie.

Si vous demandiez à la plupart des Nigérians ordinaires qui ont vécu sous le régime colonial britannique comment ils se sentent aujourd'hui, ils vous répondraient que les gouvernements nigérians successifs depuis l'indépendance ont été plus « coloniaux », répressifs, hors de propos et exploiters que le régime britannique ne l'a jamais été. Chaque nouveau gouvernement au Nigéria semble être pire que son prédécesseur. Après plus de soixante ans d'indépendance, de nombreux Nigérians ne peuvent pas signaler de progrès significatifs dans le pays ; les choses empirent de jour en jour parce que cette terre richement bénie a été transformée en nécropole par les dirigeants exploiters, répondants d'une classe politique irresponsable et corrompue.

Les Nigérians ont réagi à cette triste réalité par diverses stratégies d'adaptation : certains se sont déconnectés du processus politique ; d'autres fuient le pays en tant que migrants ou réfugiés ; d'autres encore migrent à l'intérieur du pays vers le monde de la famille, de l'ethnie ou de la religion, ou, dans de nombreux cas, meurent dans un désespoir silencieux.

Le colonialisme interne au Nigéria représente une rupture du contrat social entre le gouvernement et les gouvernés, et présente la possibilité probable d'une faillite de l'État, d'une violence incontrôlée, d'un coup d'État et d'un génocide. La criminalité de l'État nigérian, caractérisée par la corruption rampante des politiciens et des fonctionnaires, est la cause de l'aliénation du peuple par rapport au gouvernement, de la fragmentation croissante selon les lignes religieuses et ethniques, et de la réticence croissante des jeunes.

Dans n'importe quel autre contexte, avec ce fardeau de souffrance humaine et d'injustice, le taux de suicide aurait été plus élevé que celui que nous avons aujourd'hui au Nigéria. La plupart des Nigérians souhaitent simplement vivre en paix les uns avec les autres, et disposer des produits de première nécessité et d'un accès à la mobilité

sociale ; tout cela aurait dû être à la disposition de chaque Nigérian si les riches ressources de cette terre n'avaient pas été asséchées par des politiciens corrompus et leurs acolytes, partenaires dans le crime.

Il y a de nombreuses années, je suis tombé sur un rapport du révérend E. H. Johnson, secrétaire des missions à l'étranger de l'Église presbytérienne du Canada de 1954 à 1972. Ce rapport examinait certaines questions éthiques dans la conduite de la guerre civile nigériane du côté fédéral et de celui de ses alliés, en particulier le gouvernement britannique, et demandait un examen plus approfondi des atrocités commises par le gouvernement nigérian contre les Biafrais à la lumière de la Convention des Nations unies sur le génocide de 1948.

En effet, si la communauté internationale devait lancer une enquête objective sur les atrocités commises au Nigéria depuis l'indépendance, qui ont culminé avec le terrorisme islamique pratiqué par Boko Haram et les « bergers » peuls qui appauvrissent actuellement le pays, il ne serait pas difficile de trouver des preuves que certaines de ces atrocités peuvent être qualifiées de génocide ou de crimes contre l'humanité, tels que définis dans les articles 6 et 7 du Statut de Rome entré en vigueur le 1^{er} juillet 2002.

Si de nombreuses minorités non chrétiennes et animistes de la Ceinture centrale et du nord du Nigéria ont souffert des attaques terroristes unilatérales des fondamentalistes islamiques radicaux, il est indéniable que la plupart des personnes qui ont subi ces atrocités sont des chrétiens, que ce soit dans le Sud, la Ceinture centrale ou le Nord. Malheureusement, aucune de ces atrocités n'a fait l'objet d'une enquête ou de poursuites pour mettre un terme à cette situation et rendre justice aux victimes. Cela s'explique par le fait que l'État nigérian ne peut pas s'autodiscipliner. La classe dirigeante nigériane est devenue destructrice de tout système de transparence, de responsabilité ou de pratique démocratique institutionnelle qui pourrait garantir un semblant d'ordre et de justice pour la majorité sans voix et sans pouvoir. C'est pourquoi les victimes ont besoin de l'aide de la communauté internationale.

Vers la fin de sa vie, le plus grand romancier africain, Chinua Achebe, a publié *There Was a Country* (« Il était une fois un pays »), une réflexion sur l'événement le plus cataclysmique de l'histoire moderne du Nigéria, la guerre du Biafra. M. Achebe a souligné que le Nigéria est « condamné à assister à des cycles sans fin de violence interethnique et interreligieuse parce que le gouvernement nigérian a lamentablement échoué à faire appliquer les lois protégeant ses citoyens de la violence gratuite ». Il déplore l'absence de responsabilité au Nigéria et l'incapacité du pays à faire face à son passé. Les Nigériens qui souffrent, comme les habitants du delta du Niger, les minorités religieuses du nord du Nigéria, les chrétiens persécutés et les habitants des anciens territoires du Biafra qui réclament justice pour les atrocités commises à leur rencontre pendant la guerre civile, sont ignorés. La communauté internationale et les chrétiens du monde entier devraient faire preuve de solidarité avec les populations persécutées au Nigéria en faisant pression sur le gouvernement nigérian pour qu'il mette un terme à ces assassinats perpétrés par des agents de l'État et des terroristes

islamiques, et qu'il rende compte des crimes qu'il a commis au cours des soixante dernières années.

Au Nigéria, les gens ne trouvent ni lieu ni espace pour se lamenter, ni site pour raconter leur histoire, ni structures pour demander justice, à cause des actes destructeurs, exploités et suppressifs des nécro politiciens nigériens. Aujourd'hui, au Nigéria, l'histoire et la mémoire de nombreuses personnes sont effacées avec force, et leurs cris pour la justice sont souvent accueillis avec plus de violence. Parce qu'ils n'ont pas de place pour se plaindre et pour trouver la guérison, la plupart des Nigériens portent des blessures qui s'enveniment. Dans un pays qui a été fondé pour alimenter les intérêts mercantiles de la Grande-Bretagne, qui est soutenu par les échanges transactionnels de la classe politique, qui fonctionne sur la base de liens patron-client, et qui est construit sur la violence, les comptages des morts sont devenus les dommages collatéraux de notre statut d'État, le fruit amer des graines de violence et de dépossession plantées depuis des décennies. La situation est devenue si grave qu'aujourd'hui, non seulement des Nigériens meurent, mais le Nigéria meurt en tant qu'idée. Les Nigériens s'accrochent aux paroles ou aux promesses de tout chef religieux ou politique qui leur promet de s'échapper de cette nécropole. En effet, je crains que les facteurs qui ont conduit à la guerre civile nigérienne ne refassent surface, ce qui a conduit à des appels et des mouvements dans certaines régions du pays pour se séparer de l'État nigérien.

Pendant soixante ans, les rares Nigériens qui détiennent le pouvoir ont vécu dans le déni de ces atrocités ou les ont excusées dans le cadre du sacrifice pour la nation. C'est pourquoi le cycle des atrocités n'a pas de fin. Mais pour la grande majorité des Nigériens, il y a une soif de dialogue national urgent pour trouver une issue à la nécropole nigérienne.

Les Nigériens sont un peuple résilient et leur courage indéfectible et leur instinct de survie sont l'espoir pour l'avenir. Mais leur conscience sociale doit être éveillée, et il faut leur dire la vérité sur les véritables ennemis du Nigéria, à savoir : nos politiciens, les hommes et femmes d'affaires et les chefs religieux qui gagnent tant d'argent grâce à leurs réseaux de clients et à leurs transactions financières, échanges et cadeaux sordides. La meilleure façon pour la communauté internationale d'aider le Nigéria est de promouvoir un dialogue national sur la manière de restructurer le pays et d'adopter un processus démocratique transparent et inclusif. Si un tel dialogue national n'a pas lieu le plus tôt possible, le spectre du génocide ne sera pas loin des portes de ce géant africain chancelant. Comme d'habitude, seuls les pauvres en paieront le prix avec leurs vies, qui ont été sacrifiées au Nigéria depuis bien trop longtemps !

Stan Chu Ilo est un prêtre catholique du diocèse d'Awgu, dans le sud-est du Nigéria, un professeur de recherche sur le christianisme mondial et les études africaines à l'université DePaul, à Chicago, aux États-Unis, et un professeur honoraire de théologie et de religion à l'université de Durham, à Durham, en Angleterre.